

La révolution de 1905 en Russie, Ernest Mandel et la fin du syndicalisme révolutionnaire

Le syndicalisme révolutionnaire, d'apparition récente, commença à s'implanter en Russie au début du siècle¹. Les premiers soviets apparus en 1905 semblaient confirmer le modèle d'organisation préconisé par Bakounine. De nombreux militants tentaient d'adapter à la Russie le modèle de la CGT française d'alors (notamment Maria Korn, Georgi Gogeliia-Orgeiani, Daniil Novomirski, de son vrai nom Iakov Kirillovski). Ces militants avaient cependant conscience que leur propagande n'était pas adaptée aux conditions spécifiquement russes. Selon Novomirski, un militant d'Odessa, dans le Sud, les syndicats devaient assurer la poursuite de la lutte économique quotidienne en même temps qu'ils préparaient la classe ouvrière à la révolution, après quoi ils deviendraient « les cellules de la future société de travailleurs ». En attendant, la minorité agissante dans les syndicats, dont la fonction était de servir de « pionniers » dans la lutte révolutionnaire, devait empêcher les syndicats de devenir les instruments des partis politiques. Les ouvriers anarchistes pensaient qu'il fallait créer dans les syndicats des cellules chargées de combattre l'« opportunisme » socialiste. Le groupe anarcho-syndicaliste de Novomirski recruta entre 1905 et 1907 de nombreux ouvriers, mais aussi des intellectuels. Il y avait également dans son groupe des marins, des dockers et des salariés du petit commerce.

¹ Les informations contenues ci-dessous proviennent de deux sources inédites citées par Alexandre Skirda : deux historiens soviétiques, S.N. Kanev : « questions d'histoire », 9, 1968, Moscou ; E.N. Kornooukhov : « L'activité du parti bolchevik contre les révolutionnaires petits-bourgeois anarchistes dans la période de la préparation et de la victoire de la révolution d'Octobre », « Lénine, le parti, Octobre », 1967. (Cf. le remarquable ouvrage d'Alexandre Skirda : *Les anarchistes dans la révolution russe*, éd. La Tête de feuilles.)

Curieusement, alors même que la révolution russe de 1905 confirmait la validité des thèses du syndicalisme révolutionnaire et de l'anarcho-syndicalisme, Ernest Mandel situe à cette même date la fin du syndicalisme révolutionnaire en Russie, dans un curieux texte intitulé « Rosa Luxemburg et la social-démocratie allemande ».

« ...la révolution russe de 1905 fit apparaître une combinaison imprévue de part et d'autre : l'action directe des masses, mais de masses qui, loin de se complaire dans l'état d'inorganisation et de spontanéité, s'organisent précisément par suite de l'action et en vue d'actions futures encore plus audacieuses ². »

Mandel ne fait qu'évoquer la grève générale, mais il pense que « la révolution de 1905 sonnait le glas du syndicalisme révolutionnaire en Russie ». L'argument sur lequel il s'appuie nous semble quelque peu sommaire : puisque le fondement de la doctrine du syndicalisme révolutionnaire est la grève générale, et que la social-démocratie a intégré dans sa doctrine l'idée de grève générale, cela, *ipso facto*, disqualifie le syndicalisme révolutionnaire.

De retour de Russie, Rosa Luxemburg ³ affirma que c'est par la lutte que les travailleurs peuvent s'organiser et s'auto-émanciper, ce qui lui valut d'être traitée d'« anarchiste » par les social-démocrates allemands. Il est vrai que le fait d'envisager une action de masse de la classe ouvrière était pour les socialistes allemands quelque chose de totalement inédit, voire d'effrayant.

« Pendant longtemps, ajoute Mandel, les syndicalistes révolutionnaires avaient opposé le mythe de la grève générale à l'électoratisme social-démocrate, et ce au moment même où la grève générale triomphait pour la première fois quelque part en Europe ! » En somme la légitimité du discours syndicaliste révolutionnaire tient au fait qu'il s'oppose à l'électoratisme de la social-démocratie. Lénine aurait ainsi compris, mais seulement après 1914, que « cet effacement des syndicalistes révolutionnaires en Russie s'explique

2 Quatrième Internationale, 1971, nr. 48, année 29, pp.10-20.

3 Voir Rosa Luxemburg, *Grève de masses, parti et syndicat* (1906)

par le fait que la social-démocratie russe et polonaise (ou du moins son aile radicale), loin de s'opposer à la grève de masse ou de la freiner de quelque manière que ce soit, en devint l'organisatrice et la propagatrice enthousiaste, c'est-à-dire surmonta définitivement le vieux dualisme : "action graduelle-action révolutionnaire"⁴ ».

Le syndicalisme révolutionnaire se définirait donc par le seul fait, ou du moins essentiellement, par le recours à la grève générale, un « mythe » selon Mandel. Mais du simple fait que la social-démocratie russe (et polonaise) en devient l'organisatrice, le syndicalisme révolutionnaire se trouve de fait éliminé de la scène. C'est là une vision caractéristique de la tendance « impérialiste » du marxisme : puisque la social-démocratie adopte une pratique qui caractérise le syndicalisme révolutionnaire, ce n'est pas la social-démocratie qui s'aligne sur le syndicalisme révolutionnaire, c'est au contraire ce dernier qui devient caduc...

Mandel fait peu de cas du rapprochement qui sera fait en 1917 par les militants ouvriers européens, et en particulier français, entre les soviets et les bourses du travail chères aux syndicalistes révolutionnaires et aux anarchistes. Il oublie également qu'en 1905, Lénine est favorable à la participation à un gouvernement provisoire, mais que son objectif est la réalisation d'un programme minimum, démocratique et républicain qui créerait les fondements du développement d'un parti prolétarien. Jusqu'ici, Lénine est parfaitement « orthodoxe ».

Lorsque les premiers soviets sont apparus en 1905, le parti bolchevik s'est trouvé complètement dérouteré, à tel point que le comité du parti de Pétersbourg ne trouva rien de mieux que d'adresser un ultimatum aux soviets : adopter le programme du parti ou se dissoudre. Cet ultimatum dit en particulier ceci :

« Le Conseil des députés ouvriers ne saurait exister en qualité d'organisation politique et les social-démocrates devraient s'en retirer attendu qu'il nuit, par son existence, au développement du mouvement social-démocrate. »

4 Ernest Mandel, « Rosa Luxembourg et la social-démocratie allemande », Quatrième Internationale, 1971, nr. 48, année 29, pp.10-20,
<http://www.ernestmandel.org/new/ecrips/article/rosa-luxemburg-et-la-social>

En d'autres termes, le soviet fait double emploi avec le parti. Plus grave encore, *il nuit au développement du parti*. Cependant, les social-démocrates finissent par comprendre que le soviet peut jouer un rôle dans le jeu d'influences entre les partis qui se concurrencent pour la direction du mouvement de masse. On en vient alors à considérer la participation paritaire des représentants officiels des trois partis socialistes (menchevik, bolchevik, socialiste-révolutionnaire) comme une solution normale. On introduit ainsi le parlementarisme dans le système des conseils ouvriers.

Tant que le conseil ouvrier restait un organisme de classe du prolétariat, c'est-à-dire tant que la représentation dans son organe dirigeant était composée de délégués élus directement par les entreprises, on pouvait parfaitement dire qu'il était l'adaptation aux conditions de la Russie des principes du syndicalisme révolutionnaire ; dès lors que l'organisme dirigeant était désigné à partir de listes proposées par les partis, et que la répartition des postes se faisait proportionnellement aux résultats obtenus, on n'avait rien d'autre qu'un parlement. *Ce n'est plus un soviet*. Ce sont donc bien les social-démocrates, toutes tendances confondues, qui ont dénaturé la fonction du soviet.

Dans la mesure où, aux yeux des social-démocrates, le soviet est une institution qui rend les partis inutiles, c'est-à-dire s'il confirme les positions anarchistes, il faut qu'il cesse d'exister ; et s'il est une instance dans laquelle les partis peuvent exercer leur direction sur le mouvement ouvrier, il faut en éjecter les anarchistes. C'est ce que dit Lénine, dans un texte daté du 7 décembre 1905 :

« Le comité exécutif du Soviet des députés ouvriers a décidé hier, 23 novembre, d'opposer un refus aux anarchistes qui demandaient à être représentés au Comité exécutif et au Soviet des députés ouvriers. Le comité exécutif lui-même a exposé comme suit les motifs de sa décision "1) d'après l'usage international, les anarchistes ne reconnaissant pas la lutte politique comme un moyen d'atteindre leur idéal, ne sont pas représentés dans les congrès et les conférences socialistes ;

2) toute représentation doit émaner d'un parti ; or, les anarchistes ne forment pas un parti”⁵. »

Ce qui vaut à Lénine le commentaire suivant : « Nous estimons que la décision du comité exécutif est au plus haut point légitime et qu'elle a une très grande importance théorique, pratique et politique. » Passons sur le jésuitisme de l'argumentation. Il est difficile de mieux exprimer que le soviétique n'est rien d'autre qu'un parlement, une instance de contrôle des partis sur la classe ouvrière.

La révolution de 1905 ne sonnait pas « le glas » du syndicalisme révolutionnaire : au contraire, elle était une illustration éclatante de la validité des thèses syndicalistes révolutionnaires, mais elle montrait également les risques de récupération par les partis politiques des instances naturelles que se crée le prolétariat.

R. Berthier

⁵ Lénine, « Socialism and anarchism (1905). Published in Novaya Zhizn, No. 21, November 25, 1905. Lenin Collected Works, Progress Publishers, 1965, Moscow, Volume 10, pages 71-74.